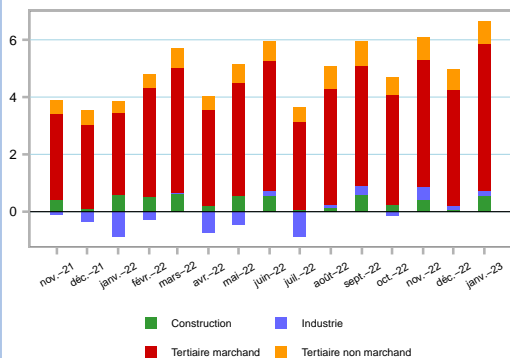


Activité économique

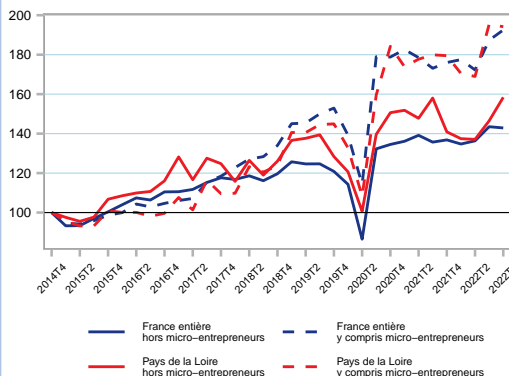
Contributions sectorielles à l'évolution des volumes d'heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 (en %)



Source : DSN, traitement provisoire Insee.
Note : Hors activité partielle.

Créations d'entreprises

Indice base 100 au 4ème trimestre 2014



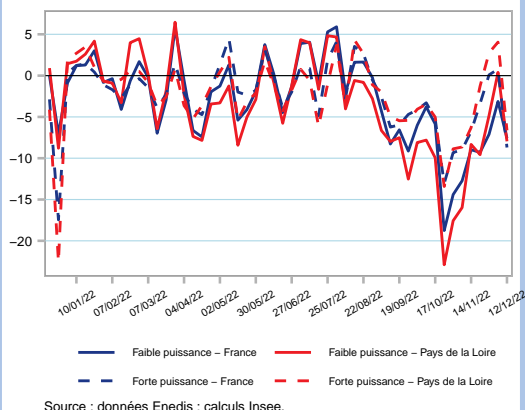
Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

En janvier 2023, le volume d'heures rémunérées accélère. Il est supérieur de 7 % à son niveau de 2019, après +5 % en décembre. En France, il est supérieur de 5 % à son niveau de 2019. Au 4ème trimestre 2022, le PIB ralentit de nouveau (+0,1 % après +0,2 % au trimestre précédent).

Au 4ème trimestre 2022, les créations d'entreprises sont en légère baisse (-1 %) alors qu'elles avaient fortement augmenté au trimestre précédent (+16 %) et qu'elles augmentent en France (+3 %). Hors micro-entrepreneurs, les créations augmentent de 8 %, comme au trimestre précédent.

Consommation d'électricité des entreprises

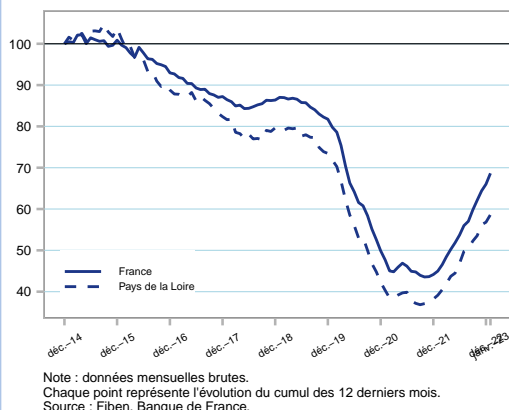
Ecart par rapport au niveau moyen de consommation par secteur



Source : données Enedis ; calculs Insee.

Défaillances d'entreprises

Indice base 100 en décembre 2014



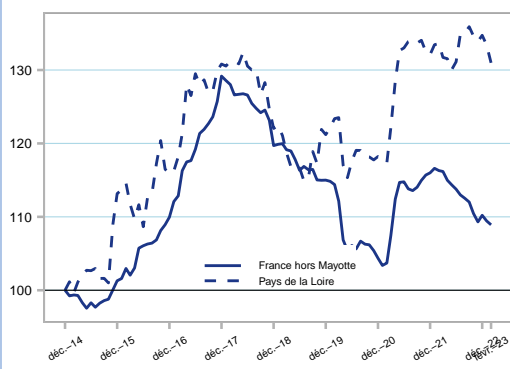
Note : données mensuelles brutes.
Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.
Source : Fiben, Banque de France.

Après une forte baisse en octobre liée à la hausse des prix de l'énergie et à des comportements de sobriété énergétique, la consommation électrique revient en fin d'année 2022 à un niveau proche de son niveau moyen pour les compteurs forte puissance et reste légèrement inférieure pour les compteurs faible puissance.

En janvier 2023, les défaillances d'entreprises cumulées sur 12 mois sont en hausse (+3 %), contre +4 % au niveau national. Après avoir atteint un niveau historiquement bas avec la mise en place, puis le maintien, des dispositifs de soutien, le nombre de défaillances est en hausse depuis fin 2021.

Logements commencés

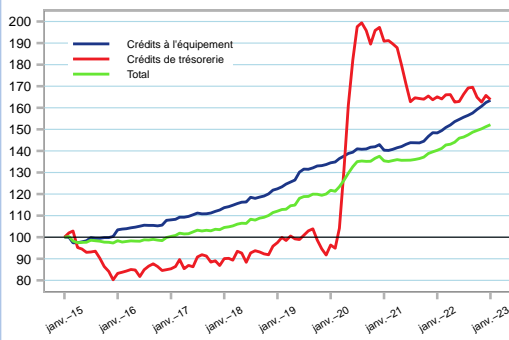
Indice base 100 en décembre 2014



Note : données mensuelles brutes, en date réelle.
Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.
Source : SDES, Sit@del2.

Évolution des crédits accordés aux sociétés non financières et entrepreneurs individuels dans les Pays de la Loire

Indice base 100 en janvier 2015



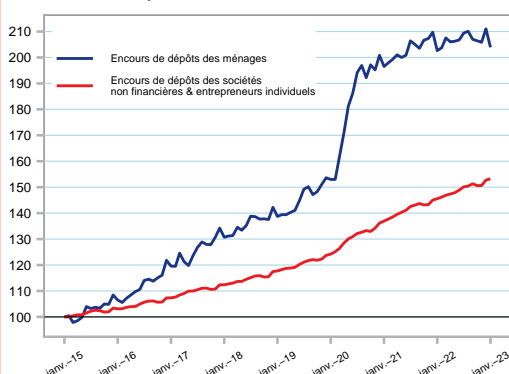
Note : données brutes.
Source : Banque de France.

Fin janvier 2023, 26 700 logements sont commencés (mis en chantier) en cumul sur un an dans les Pays de la Loire. Le niveau cumulé baisse plus fortement qu'en France (-1,8 %, contre -0,5 %). Il suit cependant une tendance de long terme nettement plus dynamique.

En janvier 2023, les crédits accordés aux entreprises pour leur trésorerie reculent de 1 %. La tendance est à la stabilité depuis août 2021 après une forte baisse entre mars et juillet 2021. Les crédits de trésorerie restent supérieurs de 68 % à leur niveau de janvier 2019, en lien avec les prêts par l'État.

Évolution des encours de dépôts

Indice base 100 en janvier 2015



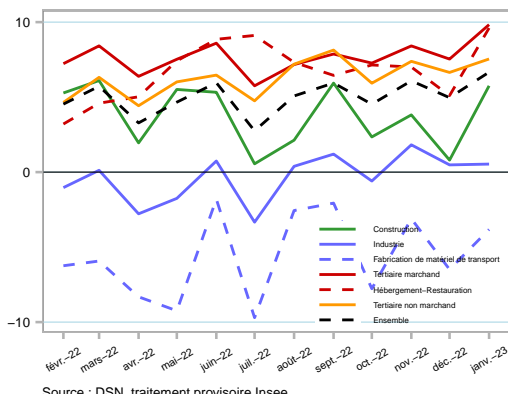
Note : données brutes.
Source : Banque de France.

Les transactions par cartes bancaires ne sont pas disponibles en raison de vérifications en cours sur les données.

En janvier 2023, les encours de dépôts des ménages sont en baisse (-3,4 %). La tendance haussière depuis fin 2020 est similaire à ce qui était observé avant mars 2020. Les encours de dépôts des entreprises augmentent de 0,3 %.

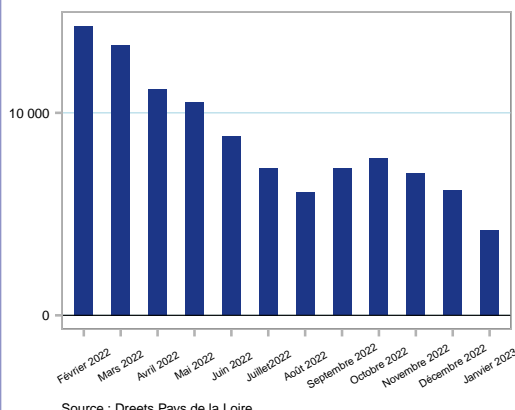
Heures rémunérées

Évolution des volumes d'heures rémunérées par rapport au même mois de l'année 2019 (en %)



Activité partielle :

nombre de salariés indemnisés



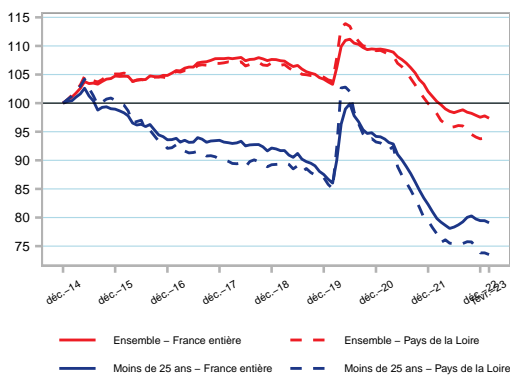
En janvier 2023, le volume d'heures rémunérées est supérieur à son niveau d'avant-crise dans tous les secteurs : +10 % dans le tertiaire marchand, +8 % dans le tertiaire non marchand, +6 % dans la construction et +1 % dans l'industrie.

La fabrication de matériels de transport est en deçà de 4 %, malgré une détente progressive et partielle des difficultés d'approvisionnement.

En janvier 2023, 4 200 salariés seraient indemnisés au moins un jour au titre de l'activité partielle (chiffre provisoire), après 6 200 en décembre et 7 000 en novembre.

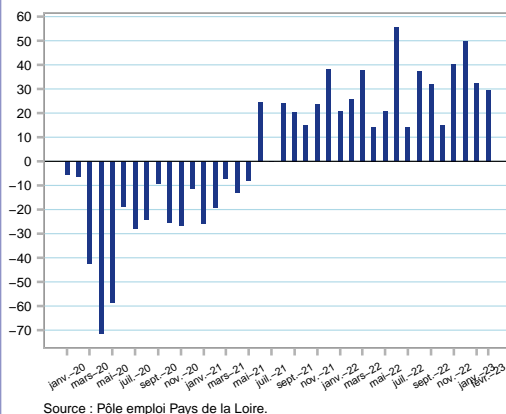
Demandeurs d'emploi en fin de mois ABC

Indice base 100 en décembre 2014



Offres déposées à Pôle Emploi

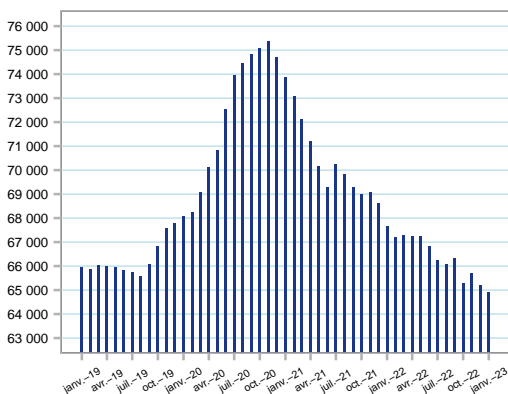
Évolution par rapport au même mois de 2019 (en %)



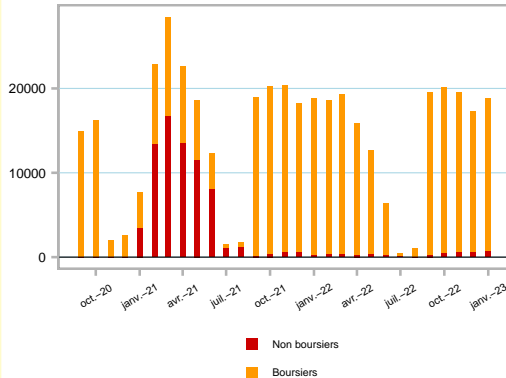
Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits dans les catégories A,B ou C est en baisse en février 2023 (-0,6 %, contre -0,4 % au niveau national). Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans est en baisse également (-0,4 %, contre -0,5 % en France).

Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi sont supérieures à leur niveau d'avant crise (même mois de 2019) depuis août 2021. En février 2023, elles sont supérieures de 30 % à leur niveau de 2019, après +32 % en janvier 2023.

Bénéficiaires du RSA



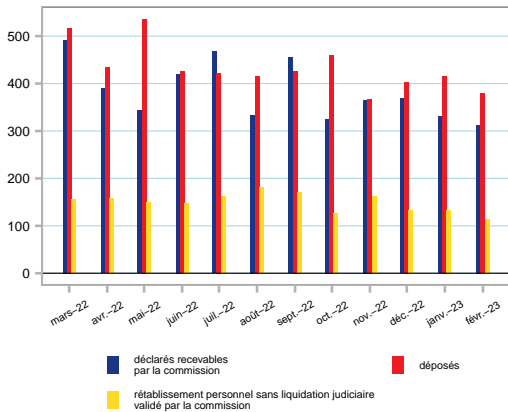
Nombre d'étudiants bénéficiaires du repas à 1 €



En janvier 2023, 64 900 personnes bénéficient du RSA. Le nombre de bénéficiaire diminue légèrement (-0,4 %). La tendance reste à la baisse depuis fin 2020. Le nombre de bénéficiaires est inférieur de 2 % à son niveau de janvier 2019.

En janvier 2023, 18 840 étudiants sont bénéficiaires des repas à 1 €, soit +8 % par rapport au mois précédent. Les étudiants boursiers ou en situation de précarité y sont éligibles.

Surendettement : nombre de dossiers



**Bénéficiaires de l'ASS
(allocation de solidarité spécifique)**

Base 100 en décembre 2014



En février 2023, le nombre de dossiers de surendettement déposés est en baisse (-9 %, après +3 % au mois précédent). Le nombre de dossiers jugés recevables diminue (-5 %, après -10 % au mois précédent).

En février 2023, 10 990 demandeurs d'emploi bénéficient de l'allocation spécifique de solidarité, minimum social destiné aux chômeurs en fin de droits sous conditions de ressources du foyer. Le nombre de bénéficiaires est de nouveau en baisse (-0,6 %), après -0,7 % le mois précédent.